

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 28/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIONORROIS

ZAC DES CHAMPS DE LESCAZE

--

47310 Roquefort

Références : 2025.05.T.319.SB/ChH
Code AIOT : 0100000853

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement BIONORROIS implanté Rue Albert Perne – 76740 Fontaine-le-Dun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral du 20 février 2025 en vérifiant par sondage certaines prescriptions de l'arrêté d'autorisation précité. Elle a également été l'occasion d'établir un point de situation suite à l'incident survenu sur le process de désoxygénation le 22 février 2025 afin de s'assurer de la bonne reprise des activités en toute sécurité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIONORROIS
- Rue Albert Perne – 76740 Fontaine-le-Dun
- Code AIOT : 0100000853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 20 février 2025 à exploiter une installation de méthanisation pour la production de biogaz sur le territoire de la commune de Fontaine le Dun et à procéder à l'épandage des digestats issus de cette unité de méthanisation sur des terres agricoles de la Seine-Maritime. Les activités de l'usine ont démarré en septembre 2024 et le biogaz produit est injecté dans le réseau GRDF depuis décembre 2024.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autres limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 1.2.4 et 8.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 1.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Unité d'épuration du biogaz	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 2.6, 8.13, 8.14 et 8.15	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	130 jours
5	Pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Contrôle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 4.4.2 et 4.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.4.6	Demande d'action corrective	1 mois
12	Pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.7.3	Demande d'action corrective	1 mois
14	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.7.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 2.4	Sans objet
6	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 4.3.5	Sans objet
8	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.4.3	Sans objet
11	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.4.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que le process de désoxygénation à l'origine de l'incident du 20 février 2025 est à l'arrêt et qu'il n'a pas eu d'incidence sur les équipements du site, et notamment sur l'unité d'épuration du Biogaz en fonctionnement le jour de la visite. Selon l'exploitant, malgré l'arrêt de cette unité, le biogaz produit serait conforme aux exigences d'injection dans le réseau GRDF. Toutefois, avant sa remise en service, l'exploitant doit identifier les causes profondes de l'incendie et préciser les barrières de sécurité mise en place pour prévenir un nouvel échauffement de la désoxygénation et signaler, matérialiser et sécuriser la zone destinée à l'épuration du Biogaz en zone ATEX.

Concernant la mise en exploitation du site, il est attendu de la part de l'exploitant les rapports de contrôle de la zone de rétention du site, d'étanchéité du bassin de stockage des eaux souillées, du dispositif d'évacuation naturelle des fumées et de la réception par le SDIS76 de la réserve incendie du site.

Concernant l'exploitation du site, l'attention de l'exploitant est appelée sur le maintien du bon état du site (réfection des voiries endommagées, bâchage pérenne des andains, mesures de débit d'odeurs, une évaluation du système d'épuration du biogaz en biométhane, le contrôle des drains de la cuve de mélange), la gestion des eaux pluviales (préciser le fonctionnement du système d'évacuation des eaux de la plateforme, respecter les débits de rejets dans le fossé des marettes, transmettre et réaliser les analyses mensuelles sur les rejets aqueux) et sur l'adaptation du rythme de remplissage et la conduite des digesteurs pour que la production de digestat ne dépasse pas la capacité de stockage disponible.

Des demandes sont formulées en ce sens à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autres limites de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 1.2.4 et 8.1.4		
Thème(s) : Autre, Provenance des matières admises		
Prescription contrôlée :		
1.2.4.1 Intrants :		
(...) Les volumes et la provenance des matières admises dans les installations sont présentées dans le tableau ci-après :		
Intrants	Volume annuel autorisé	
Phase initiale (110 000 tonnes)	Phase finale (140 000 tonnes)	
Déchets végétaux (pulpes de betteraves surpressées, purée de pelage de pomme de terre et betterave...)	60 000 tonnes	75 000 tonnes
Effluents agricoles (lisiers de porc, bovin et canards)	37 000 tonnes	38 000 tonnes
Sous-produits d'abattoirs (sang, viscères, graisses)	1 800 tonnes	4000 tonnes
Autres sous produits et déchets (eaux de process de sucrerie, biodéchets des IAA*....)	11 200 tonnes	23 000 tonnes
Total	110 000 tonnes	140 000 tonnes

*IAA : industrie agro-alimentaire
 Les déchets végétaux (pulpes de betteraves, purée de pelage de pomme de terre et betterave...) proviennent d'un rayon maximum de 30 km. Les déchets (effluents) provenant d'exploitations agricoles proviennent exclusivement du département de la Seine-Maritime.

Les autres matières admises (sous produits d'abattoirs, autres sous-produits et déchets) proviennent pour 90 % du département de la Seine-Maritime (76) et pour 10 % maximum du tonnage global (soit 14 000 tonnes maxi) des départements suivants : Calvados, Eure, Oise, la Somme, Val d'Oise et Yvelines.

En situation exceptionnelle, l'origine géographique définie ci-dessus pourra être étendue à d'autres départements sur demande motivée de l'exploitant et après accord préalable, au cas par cas, du préfet de la Seine Maritime mais sans pouvoir dépasser les 10 % d'apports extérieurs au département de la Seine-Maritime.

8.1.4 enregistrement lors de l'admission .

Conformément aux dispositions des articles R 541-42 à R 541-45 du Code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un ou plusieurs registres chronologiques de la réception des déchets non dangereux établi conformément aux dispositions nationales établies par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations à suivre. (...)

Constats :

L'exploitant précise que les premières matières entrantes ont été réceptionnées en octobre 2024 pour une première injection de biogaz dans le réseau en décembre 2024.

L'exploitant présente un tableau récapitulatif des intrants sur les 3 premiers mois (octobre, novembre et décembre 2024) qui indique un total de 82 146 tonnes d'intrants dont 58 279 tonnes de pulpes de betteraves (soit 71%), du lisier et des viscères pour un seul essai. L'inspection ne constate ni la présence de CIVE (culture intermédiaire à vocation énergétique) ni celle de boues de station d'épuration. L'inspection constate que la fosse béton aérienne de 5000 m3 est déjà remplie de digestat mais qu'il n'y a pas encore eu d'épandage. Il est rappelé à l'exploitant que la production de digestat ne doit pas dépasser la capacité de stockage disponible.

Demande n°1 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** transmettre à l'inspection le registre chronologique des déchets entrants depuis le démarrage des installations ainsi que l'état des stocks de digestat dans tous les points de stockage (y compris déportés) déjà autorisés par l'arrêté préfectoral du 20 février 2025. Il doit également dans le même délai justifier à l'inspection de la production journalière de digestat afin de ne pas dépasser la capacité de stockage pour satisfaire les périodes où l'épandage n'est pas possible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 1.2.5
Thème(s) : Autre, Équipements des installations
Prescription contrôlée : L'installation est composée notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un bâtiment de réception des intrants de 1 125 m² comprenant :<ul style="list-style-type: none">◦ une zone de déchargement des matières liquides vers la fosse de réception,◦ une zone de déchargement des matières solides à broyer (sous produits animaux),◦ une zone de lavage de camions,• d'une zone d'ensilage de pulpes de betteraves (de 19 800 m²),• des équipements de process :<ul style="list-style-type: none">◦ une cuve de réception semi-enterrée (fosse de réception de volume utile de 800 m³)◦ des trémies de réception et broyeurs de matières solides,◦ une cuve de mélange (volume utile de 1 080 m³) homogénéisant les matières entrantes en provenance de la fosse de réception,◦ système d'hygiénisation (3 cuves de volume utile de 10 m³ chacune),◦ 3 digesteurs (de volume utile biomasse de 9 500 m³ chacun),◦ 2 post-digesteurs (de volume utile digestat de 3 000 m³ chacun),◦ deux cuves de stockage du digestat (volume utile de 5 000 m³ et 7 500 m³), et autres stockages déportés de digestat brut (volume utile total de 55 000 m³),◦ une zone de séparation de phase du digestat brut◦ une zone de chargement du digestat brut,◦ un système de compression-épuration du biogaz (équipement type skid prétraitement du biogaz et 2 containers d'épuration-compression),◦ poste d'injection du biogaz dans le réseau GRTgaz,◦ 1 torchère (débit de 2 000 m³/h chacune),◦ système de traitement de l'air (au maximum 25 000 m³/h) composé d'un biofiltre et d'une tour de lavage chimique,◦ une chaudière pour la phase d'hygiénisation du process,• des stockages déportés de digestat tels que décrits à l'article 1.2.3
Constats : L'inspection constate que les infrastructures (zone de réception des intrants, équipements de process, système d'hygiénisation, 3 digesteurs, 2 post-digesteurs, 1 cuve de stockage de digestats de 5 000 m ³) sont toutes construites et en fonctionnement, sauf la cuve de stockage de digestats de 7 500 m ³ qui est en cours de réalisation. L'inspection constate également que : <ul style="list-style-type: none">- 2 des 3 digesteurs sont déjà pleins, en fonctionnement nominal ;- la plateforme d'ensilage de 19 800 m² est pratiquement recouverte de pulpes de betteraves, campagne de récolte de betteraves ayant eu lieu de septembre à mars). Cette zone est organisée en 4 andains indépendants notamment pour la gestion des eaux pluviales (bassin des eaux souillées et non souillées) ;- tous les andains de la plateforme ne sont pas bâchés : l'exploitant indique que son système de bâchage ne supporte pas les fortes rafales de vent et qu'il réfléchit à une solution pour améliorer

le système. L'inspection n'a pas constaté d'émission olfactive malodorante à proximité de ces tas ;

- la présence de détériorations de la voirie en périphérie de la plateforme d'ensilage : elles proviennent essentiellement des véhicules de la première campagne de betteraves selon les dires de l'exploitant ;
- la proximité entre les deux réseaux distincts canalisant les effluents (eaux pluviales souillées et non souillées) de la plateforme et l'absence de vannes de coupures par andain ne semblent pas permettre une bonne gestion des eaux pluviales de la plateforme en fonction du remplissage. L'exploitant précise qu'il existe bien des vannes de coupure sur les canaux et par andain mais n'est pas en mesure de le justifier le jour de la visite. Ce point ne fait donc pas l'objet de récolement à ce stade. La vanne d'accès au bassin des eaux pluviales non souillées étant cependant fermée le jour de la visite, toutes les eaux ruisselant sur la plateforme sont bien dirigées vers le bassin des eaux pluviales souillées.

Lors de la visite, l'inspection ne s'est pas rendue sur les points de stockages déportés de digestats.

Demande n°2 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** procéder à la réfection des voiries endommagées et bâcher tous les andains de pulpes de betteraves. Les justificatifs afférents pourront être transmis à l'inspection sous forme de photographies. En vue de pouvoir évaluer la conformité de ce point avec l'arrêté préfectoral, il doit également **au plus tard sous un délai d'un mois** préciser à l'inspection le fonctionnement de son système de gestion des eaux pluviales souillées et non souillées afin d'éviter notamment de contaminer le bassin des eaux pluviales "propres" du site en transmettant un plan des réseaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 2.4

Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage/ clôture/propreté

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation (site principal et installations connexes) dans le paysage. (...) L'accès au site se fera depuis la route départementale D70, rue Albert Perne qui longe la limite Sud du site. Le site sera entouré par une clôture d'une hauteur minimale de 2 m et équipé d'un portail fermé lorsqu'aucun employé n'est présent sur le site, en dehors des horaires d'ouvertures du site. L'ensemble du site et de ses abords sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, paille, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

L'exploitant constitue un écran visuel sur tout le périmètre du site en plantant des haies arbustives et arborées avec des essences locales. Tous les végétaux appartenant à la famille des Cupressaceae sont interdits (Thuya, Cyprès de Lawson, etc.) ainsi que les Lauriers.

Constats :

L'inspection constate que le site est entouré par une clôture d'une hauteur minimale de 2 m et équipé d'un portail fermé. La voie d'accès au site depuis la RD est sécurisée.

L'exploitant précise que les haies arbustives seront plantées à l'autonome 2025 afin de créer un écran visuel sur tout le périmètre du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Unité d'épuration du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 2.6, 8.13, 8.14 et 8.15

Thème(s) : Risques accidentels, Incident unité d'épuration biogaz

Prescription contrôlée :

2.6. Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme, ainsi que le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

8.1.13 Système d'épuration du biogaz

Le système d'épuration du biogaz en biométhane est conçu, exploité, entretenu et vérifié afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à 1 % en volume du biométhane produit ramenée à 0,5 % à compter du 1er janvier 2025. Une évaluation annuelle est réalisée afin de s'assurer du respect de ces valeurs dont le rapport sera transmis à l'inspection des installations classées.

8.1.14 Composition du biogaz

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH₄ et H₂S du biogaz produit est mesurée en continu en sortie de l'installation d'épuration du biogaz. Ce dispositif de mesure est contrôlé et calibré annuellement et étalonné à minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent.

La concentration en H₂S du biogaz en sortie de la désulfuration ne peut être supérieure à 300 ppm.

La concentration en H₂S du biogaz en sortie des installations d'épuration du gaz respecte les valeurs limites fixées par le gestionnaire de réseau. Les éléments justificatifs sont tenus à disposition de l'Inspection des installations classées.

8.1.15 Comptage du biogaz

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié à minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection par téléphone le 27 février 2025 d'un départ de feu survenu le 22 février 2025 au soir au niveau des installations de désoxygénation du biogaz sur son site de Bio-norrois à Fontaine le Dun.

L'exploitant a transmis par la suite un rapport d'incident le 6 mars 2025 qui précise que le biogaz a tourné en boucle entre la sortie et l'entrée dans la partie de désoxygénation ce qui a provoqué un

échauffement et un phénomène de combustion avec la présence d'une flamme jusqu'à épuisement du biogaz contenu dans les canalisations. L'exploitant explique que cette installation était en phase de test et isolée du circuit d'injection dans le réseau de gaz ce qui explique que les barrières de sécurité n'ont donc pas fonctionné et que le phénomène de combustion s'est arrêté de lui-même après épuisement du biogaz contenu dans les canalisations.

L'exploitant indique avoir effectué une levée de doute en présence du SDIS 76 le samedi 22 février 2025, et n'avoir constaté aucun départ de feu.

L'exploitant précise que dans la configuration actuelle de fonctionnement, ce process n'a pas d'influence sur l'injection dans le réseau, ce dispositif de désoxygénation est une demande de GRDF avant injection dans le réseau pour diminuer si besoin le taux d'oxygène dans le biogaz à 0,1 %. Cette installation est à l'arrêt depuis l'incident. Selon l'exploitant, le taux actuel serait conforme aux exigences de GRDF sans passage par la désoxygénation.

L'inspection constate que le dispositif est à l'arrêt et en cours de réparation. Le biogaz est injecté à ce stade directement dans le réseau conformément aux exigences de GRDF sans nécessité de passer par la désoxygénation. A ce stade, l'exploitant n'a pas identifié la cause profonde de l'incendie mis à part la circulation en boucle du biogaz dans le dispositif qui a provoqué une augmentation de la température et de la pression dans la canalisation jusqu'à rupture et auto-inflammation du biogaz. L'exploitant précise que l'analyse de la ou les causes profondes est toujours en cours.

L'inspection constate également que :

- la zone accueillant le dispositif d'épuration du biogaz n'est pas encore signalée comme une zone ATEX;
- les tuyauteries du biogaz ne sont pas encore toutes matérialisés (par exemple par des flèches jaunes) ;
- des places de stationnement sont positionnées à proximité de la zone ATEX.

L'exploitant précise qu'il va installer des barrières, protection pour matérialiser la zone ATEX.

Demande n° 3 : L'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** identifier et transmettre à l'inspection l'analyse des causes profondes de l'incendie et la nature des barrières de sécurité à mettre en œuvre pour prévenir un nouvel échauffement de la désoxygénation avant sa mise en service. Il doit également signaler, matérialiser et sécuriser la zone destinée à l'épuration du Biogaz en zone ATEX qu'il pourra justifier par la transmission de photographies et s'assurer que les équipements installés répondent aux exigences requises de ladite zone ATEX.

L'installation n'ayant été mise en service qu'il y a 7 mois, l'exploitant n'a pas encore effectué d'évaluation annuelle de son système d'épuration du biogaz en biométhane afin de s'assurer notamment du respect de la valeur limite d'émission du méthane dans les gaz d'effluents à 0,5 % en volume du biométhane produit.

Demande n°4 : L'exploitant doit **au plus tard avant le 30 septembre 2025** réaliser une évaluation du système d'épuration du biogaz en biométhane dont le rapport sera transmis à l'inspection.

L'inspection constate que les teneurs en CH₄, H₂S, O₂ et CO₂ sont mesurées en continu en sortie post-digesteur, en entrée du système d'épuration et en zone d'injection dans le réseau GRDF. L'inspection constate que la teneur en H₂S est à zéro avant l'entrée en épuration (juste après les charbons actifs).

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit, soit 12 000 MWh depuis janvier 2025 en cohérence avec le prévisionnel.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 125 jours

N° 5 : Pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure débit d'odeur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La concentration d'odeur imputable à l'installation au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupés par des tiers, stades ou terrains de campings agréées ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables au tiers, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE /m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.</p> <p>Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de production ou de traitement des composés odorants (tour de lavage et/ou biofiltre) qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.</p> <p>En cas de nuisance révélée, l'exploitant met en place des actions correctives. Il en informe l'inspection des installations classées.</p> <p>Concentration d'odeur (ou niveau d'odeur) : niveau de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Elle s'exprime en unité d'odeur européenne par m³ (uoE/m³). Elle est obtenue suivant la norme NF EN 13725.</p> <p>L'étude de dispersion et les mesures de débits d'odeurs sont réalisées par un organisme compétent choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.</p> <p>Les mesures de débit d'odeur s'appuient sur la norme NF EN 13725 et s'expriment en conditions normalisées pour l'olfactométrie, à savoir ramenées à une température de 20° C et une pression de 1013 hPa.</p> <p>Dans les 6 mois suivants la mise en service de l'installation, des mesures de débit d'odeur dans l'environnement du site sur lequel est projetée l'installation sont réalisées. Les résultats en sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans les trois mois qui suivent la réalisation ces mesures.</p> <p>Ces mesures de débit d'odeur sont renouvelées dans les 18 mois suivants la mise en service de l'installation et ensuite périodiquement tous les 3 ans. L'étude de dispersion atmosphérique est mise à jour à l'occasion de ces campagnes de mesure.</p> <p>Ces fréquences sont susceptibles d'évoluer suivant les résultats des mesures de débit d'odeur et de l'étude de dispersion atmosphérique.</p> <p>Le mode de calcul utilisé pour l'étude de dispersion doit prendre en compte les conditions aérodynamiques et thermiques des rejets, ainsi que les conditions locales de dispersion, topographiques et météorologiques. La liste des sources caractérisées et quantifiées et le choix du modèle de dispersion sont justifiés par l'exploitant. Les méthodologies mises en œuvre sont décrites. En cas de plaintes répétées pour gêne olfactive, le préfet peut imposer, en complément des mesures prévues ci-dessus, la mise à jour de l'étude de dispersion à l'exploitant.</p>

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas encore réalisé de mesures de débit d'odeur dans l'environnement du site dans les 6 mois de la mise en service (octobre 2024) soit en avril 2025 . De plus, l'inspection constate par vagues des émissions olfactives malodorantes notamment à proximité de la tour de lavage des rejets atmosphériques. L'exploitant envisage de réaliser les premières mesures en avril/mai 2025 et une prise d'échantillon dans certaines zones du site suivant la nature des intrants et la configuration de fonctionnement, en vue d'identifier les points de mesure représentatifs pour les mesures à réaliser 18 mois après la mise en service du site.

Demande n°5 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** réaliser des mesures de débit d'odeurs dans l'environnement du site. Il doit également renouveler ces mesures **au plus tard avant le 30 avril 2026**. Les rapports seront transmis à l'inspection dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 4.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Identification des bassins

Prescription contrôlée :

Le site comporte :

un bassin étanche d'un volume de 5 300 m³ avec ouvrage de régulation/surverse (pour un débit maximal de 12,8 l/s) des eaux pluviales du site avant rejet via un séparateur à hydrocarbures dans le milieu naturel, représenté par le fossé des Marettes ;

un bassin de rétention étanche et couvert de 1 500 m³ recueillant les jus d'ensilage (de betteraves...) et les eaux souillées correspondantes aux eaux pluviales en contact avec la plateforme d'ensilage « sales » après le vidage des pulpes de betteraves stockées sous bâches et sur la zone de chargement des trémies. Ces eaux souillées sont réinjectées dans le process de méthanisation.

Le site principal est pourvu d'une zone formant rétention d'un volume de 24 776 m³ minimum, réalisée par talutage, en cas de rupture des digesteurs, de la cuve des digestats liquides, etc. Les merlons seront recouverts en géomembrane pour éviter toute pollution des terres.

Sauf en cas de sinistre, la vanne d'isolement du site située au point bas de la zone de rétention (en aval du bassin d'infiltration) est maintenue ouverte pour permettre l'écoulement des eaux pluviales vers le bassin d'infiltration/régulation via un débourbeur/ déshuileur.

Constats :

L'inspection constate la présence :

- d'un bassin étanche de 5 300 m³ (sans ouvrage de régulation) relié à un débourbeur/déshuileur (débit de fuite de 12,8 L/s) avant rejet dans le milieu naturel, le fossé des Marettes. Le système dispose d'une vanne de fermeture automatique, en position fermée en condition normale ;

- d'un bassin de 1 500 m³ de rétention étanche et couvert recueillant les eaux pluviales souillées issues de la plateforme d'ensilage des pulpes de betteraves, rempli au tiers le jour de la visite. Ces eaux sont réinjectées dans le process de méthanisation.

L'inspection constate que le site est bien pourvu d'une zone de rétention (cf point de contrôle

n°12) constituée de merlons recouverts de géomembrane pour éviter toute pollution des terres.

Relevé de décision : L'arrêté préfectoral d'autorisation sera modifié lors d'une prochaine mise à jour pour tenir compte des modifications de gestion des eaux pluviales du site avant rejet dans le milieu naturel et notamment de la suppression de l'ouvrage de régulation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 4.4.2 et 4.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence et VLE

Prescription contrôlée :

4.4.2 . rejet dans le milieu naturel

Rejet dans le fossé des Marettes

Les rejets du bassin de régulation dans le fossé des Marettes (**au point de rejet 1** indiqué à l'article 4.3.7 du présent arrêté) respecte les valeurs limites en concentration et les débits maximum suivant la période ci-dessous définies, de manière à ne pas déclasser la qualité du cours d'eau aval (Le Dun), sur la base d'un débit moyen inter-annuel du DUN extrapolé de 0,036 m³/s de novembre à juin :

Paramètre	Concentration en mg/L	Débit maximum en m ³ /j	
		Du 01/11 au 30/06	Du 01/07 au 31/10
DCO (demande chimique en oxygène)	40 mg/L	1 100 m ³ /j	350 m ³ /j
DBO5 (demande biochimique en oxygène)	10 mg/L		
MES (matières en suspension totales)	35 mg/L		
Phosphore Total	0,4 mg/L		
Azote global	25 mg/L		

L'exploitant procède à une mesure en continu du débit de rejet vers le milieu naturel.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour gérer les volumes d'eau non rejetés au Dun en périodes d'étiage.

En cas de dépassement de ces valeurs en concentration, l'exploitant fournit une étude tenant compte du débit réel du Dun, et justifiant le maintien du bon état du Dun compte-tenu des teneurs des effluents rejetés.

Eaux pluviales polluées ou non par ruissellement sur les voiries, et autres surfaces de l'unité de méthanisation

Les rejets des eaux pluviales polluées ou non (**au point de rejet 2** indiqué à l'article 4.3.7 du présent arrêté) sont dirigées vers un bassin étanche de 5 300 m³. Les eaux de ce bassin sont rejetées par régulation dans le milieu naturel via « le fossé des Marettes » après passage dans un dispositif déboureur/séparateur à hydrocarbures. L'exploitant est tenu de respecter avant ces rejets dans l'ouvrage de régulation, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètre	Concentration en mg/L
DCO (demande chimique en oxygène)	90 mg/L
DBO5 (demande biochimique en oxygène)	30 mg/L
MES (matières en suspension totales)	60 mg/L
Hydrocarbures totaux	10 mg/L
Azote global	25 mg/L
Phosphore Total	1 mg/L

Article 4.5.2. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre pour le point de rejets n°1 :

Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Débit	Échantillon représentatif sur prélèvement ponctuel pour le rejet n°1	mensuelle	mensuelle
pH	mensuelle	mensuelle	
Température	mensuelle	mensuelle	
MES	mensuelle	mensuelle	
DBO5	mensuelle	mensuelle	
COT	mensuelle	mensuelle	
Hydrocarbures totaux	mensuelle	mensuelle	
Azote global	mensuelle	mensuelle	
Phosphore total	mensuelle	mensuelle	

PFOA	semestrielle	semestrielle	
PFOS	semestrielle	semestrielle	

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre pour le point de rejets n° 2 :

Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Débit	Échantillon représentatif sur prélèvement ponctuel	semestrielle	semestrielle
pH	semestrielle	semestrielle	
Température	semestrielle	semestrielle	
MES	semestrielle	semestrielle	
DBO5	semestrielle	semestrielle	
COT	semestrielle	semestrielle	
Hydrocarbures totaux	semestrielle	semestrielle	
Azote global	semestrielle	semestrielle	
Phosphore total	semestrielle	semestrielle	

Constats :

L'exploitant indique avoir effectué seulement une première analyse en mars 2025 de ses eaux de rejets (point n°1) vers le milieu naturel, en sortie du débourbeur/déshuileur mais n'a pas encore reçu les résultats d'analyses, en raison d'un défaut du préleveur. Il précise ne pas avoir rejeté dans le milieu naturel et que la quantité n'a pas permis de réaliser un prélèvement sur 24 heures lors des mesures de mars 2025.

Le site ne disposant plus d'ouvrage de régulation, l'exploitant doit s'assurer de respecter les débits maximums suivant la période (du 01/11 au 30/06 et du 01/07 au 31/10) de manière à ne pas déclasser la qualité du cours d'eau aval (Le DUN), sachant que le débit de fuite du débourbeur/déshuileur est de 12,8 L/s, ce qui correspond à un débit de 1 105 m³/j.

L'exploitant n'a pas encore réalisé de mesure semestrielle au point de rejet n°2, à l'entrée du bassin étanche de 5 300 m³ des eaux pluviales ruisselantes sur les voiries et autre surface de l'unité de méthanisation susceptibles d'être polluées.

Relevé de décision : L'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation sera modifié lors d'une mise à jour afin de tenir compte de la suppression de l'ouvrage de régulation.

Demande n°6 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** préciser à l'inspection comment il compte respecter les débits de rejets dans le fossé des Marettes suivant les périodes en l'absence d'ouvrage de régulation. Il doit transmettre **au plus tard sous un délai d'un mois** à l'inspection le rapport des résultats d'analyse effectué en mars 2025 sur ses rejets aqueux et effectuer **au plus tard sous un délai d'un mois** une mesure au point de rejet n°2 dont le rapport sera transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification installations électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.

En cas de non-conformité(s), les travaux doivent être réalisés dans les plus brefs délais. Ces derniers seront inscrits dans un registre où sont mentionnés notamment la date de leur réalisation, le nom de la personne (ou de l'organisme) en charge de ces mises en conformité. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport d'inspection des installations électriques du 15 juillet 2024 par un bureau de contrôle extérieur ainsi que l'attestation de conformité des installations visée par le consuel (Comité national pour la Sécurité des usagers de l'Électricité) du 25 juillet 2024, concluant que les installations électriques sont conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Dispositif de prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le hall de réception et les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le dispositif d'évacuation naturelle des fumées situé dans le hall de réception comprend 5 lanterneaux à commande pneumatique (armoire) dont le rapport de mise en fonctionnement du 21 février 2024 conclut que le système de désenfumage naturel fonctionne.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a transmis son programme de maintenance qui indique notamment que le dispositif d'évacuation naturelle des fumées est contrôlée 1 fois par an et que le prochain contrôle est le 14 mars 2026.</p> <p><u>Demande n°7 :</u> l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois transmettre à l'inspection de rapport de contrôle du dispositif d'évacuation naturelle des fumées de mars 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection et extinction automatiques
Prescription contrôlée : <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.2.1 « localisation des risques » en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Notamment, tous les bâtiments du site sont équipés d'un système de détection incendie, dont l'efficacité sera régulièrement contrôlée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Les détecteurs sont positionnés à proximité des équipements présentant les plus fortes probabilités de fuite. Les alarmes sont reportées en salle de contrôle et, en dehors de périodes de présence du personnel, sur le téléphone de l'employé d'astreinte.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans son programme de maintenance que l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Le site dispose d'un système de sécurité incendie (14 détecteurs automatiques optiques de fumée, 13 déclencheurs manuels, 4 dispositifs visuels d'alarme feu, 8 dispositifs sonores d'alarme feu, 1 tableau de report dans le bureau d'exploitation, un équipement de contrôle et signalisation..) dont le rapport de contrôle du 16 décembre 2024 conclut que les installations sont en parfait état de marche.</p> <p>L'exploitant précise avoir contractualisé avec un bureau de contrôle pour effectuer la maintenance sur le système 2 fois dans l'année.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a transmis son programme de maintenance qui précise bien la fréquence de vérification, notamment semestrielle pour le système de sécurité incendie, prévue le 16 juin prochain.</p> <p><u>Demande n°8 :</u> l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois ajouter dans son programme de maintenance, le contrôle trimestriel des drains de la cuve de mélange avec une analyse en cas de présence d'eau.</p> <p>Les installations ne disposent pas d'extinction automatique mais d'extincteurs qui ont été vérifiés en mars 2025 par un bureau de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.4.8
Thème(s) : Risques accidentels, Mur coupe feu
Prescription contrôlée : Un mur coupe-feu REI120 est positionné au sud est de l'installation d'épuration du biogaz. Ce mur a une hauteur de 3 mètres, il est conçu pour protéger des effets thermiques d'un jet enflammé suite à rupture d'une canalisation de biogaz à l'entrée du dispositif d'épuration, et doit résister à la surpression qui pourrait résulter d'une explosion d'un nuage de gaz dans le conteneur d'épuration.
Constats : L'inspection constate la présence d'un mur d'une hauteur d'au moins 3 mètres et positionné au sud est de l'installation d'épuration du biogaz afin de protéger des effets thermiques d'un jet enflammé. Après la visite, l'exploitant a transmis le dossier d'ouvrage exécuté (note de calcul de dimensionnement) qui indique que le mur fait 3,5 m de haut et qu'il est dimensionné pour résister une surpression de 50 mbars sous cas accidentel et qu'il est REI120.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention et confinement
Prescription contrôlée : L'installation est munie d'une zone de rétention étanche, réalisée en enrobé et délimitée par des merlons recouverts de géomembrane allant de la cuve de mélange à la zone d'ensilage destinée à retenir à l'intérieur du site les digestats ou matières en cas de débordement, déversement accidentel ou perte d'étanchéité d'un post-digesteur, d'un digesteur, d'une cuve de stockage de matières liquides correspondant à 50 % du volume total des installations dans cette zone soit un volume minimal de 24 776 m ³ (dont 691 m ³ sont affectés à la récupération des eaux d'extinction incendie). Les installations et stockages qui ne se trouvent pas dans cette zone de rétention sont munis de leur propre rétention ou dispositif de détection de fuite selon la réglementation en vigueur (article 42 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009). L'exploitant réalise et transmet à l'inspection après la fin des travaux, un dossier des ouvrages exécutés (DOE) de rétention et/ou détection de fuite exécutés de l'ensemble du site et des sites de stockage déportés. Ce DOE comprend notamment le contrôle par un organisme tiers, compétent en la matière, des sites de stockage déportés assurant leur conformité vis-à-vis de la réglementation en vigueur (article 42 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009) avant leur mise en service et un métrage de la capacité de rétention de la zone de rétention du site de Fontaine Le Dun par un géomètre expert et le calcul du volume de la zone de rétention étanche réalisée. Le géomètre expert vérifie la conformité de la zone de rétention au volume minimum de rétention. L'exploitant met en place les mesures techniques et organisationnelles visant à assurer le maintien en permanence de la capacité de rétention minimale.

<p>Toutes les cuves sont aériennes sauf la cuve de réception qui est semi-enterrée.</p> <p>Le bassin de stockage des jus d'ensilage et des eaux souillées est constitué d'une double membrane et fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité avant sa mise en service. (...)</p> <p>La cuve de réception semi-enterrée est équipée d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10⁻⁷ mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu. Le DOE mentionné dans les présentes prescriptions précise la perméabilité mesurée lors de la réalisation des travaux et le cas échéant si une géomembrane avec détecteur de fuite a été installée. (...)</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont fermés par un dispositif d'obturation automatique. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'installation est munie d'une zone de rétention, réalisée en enrobé et délimitée par des merlons recouverts de géomembrane allant de la cuve de mélange à la zone d'ensilage. Toutefois, aucun dossier des ouvrages exécutés (DOE) de rétention et/ou détection de fuite n'a été transmis à l'inspection avant la mise en service des installations.</p> <p>L'exploitant indique être en attente du rapport du géomètre expert mandaté pour vérifier la conformité de la zone de rétention au volume minimum de rétention de 24 776 m³.</p> <p><u>Demande n°9 :</u> L'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois transmettre à l'inspection le rapport du géomètre expert vérifiant la capacité de rétention de la zone de rétention du site de Fontaine Le Dun.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel les attestations de contrôle d'étanchéité de la cuve de stockage de digestats (de 5 000 m³) de la cuve de réception de l'unité de méthanisation, de la cuve d'hygiénisation, de la cuve de mélange, des 3 digesteurs, des 2 post-digesteurs.</p> <p><u>Demande n°10 :</u> l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois transmettre à l'inspection le contrôle d'étanchéité du bassin de stockage des eaux souillées constitué d'une double géomembrane.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 13 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">• un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers dans chaque local, comme prévu à l'article 7.2.1 « localisation des risques » du présent arrêté ;• des extincteurs appropriés aux risques à défendre et répartis sur tout le site, à raison d'un appareil pour 200 m² avec un minimum d'un appareil par niveau, bien visibles et facilement accessibles et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• d'un extincteur approprié au risque électrique à proximité de l'armoire électrique ;• d'une réserve d'eau incendie de 120 m³, située à proximité du bâtiment de bureaux à l'angle sud-est du site. Cette réserve dispose d'une prise directe d'aspiration de diamètre de 100 mm conformes aux normes en vigueur et orientée vers la plateforme d'aspiration pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de la réserve.• Une plateforme d'aspiration aménagée à proximité de la réserve d'eau incendie et en dehors des flux thermiques générés par le risque à défendre. Cette plateforme d'une superficie minimale de 32 m² (8m de longueur sur 4 m de largeur) permet la manœuvre des engins pompier et l'utilisation du matériel le plus aisément, présente une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 160 kN et est desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres. Tout stationnement sur cette aire est interdit.• un point de piquage muni d'un demi-raccord AR de 100 mm (tenons fixes en position haute et basse) par tranche de 120 m³ ;• la hauteur géométrique d'aspiration est limitée à 6 mètres dans le cas le plus défavorable ;• la réserve d'eau est protégée par une clôture, munie d'un portillon d'accès afin d'interdire l'accès à la structure ;• d'un panneau inaltérable et visible blanc sur fond rouge de dimension 30 cm x 50 cm composé soit d'un disque, soit d'un rectangle de type « panneau d'indication » signale la réserve d'eau incendie et la plateforme d'aspiration en précisant le volume d'eau disponible ;• la réserve d'eau incendie ainsi que la plateforme d'aspiration sont réceptionnés dès la mise en fonctionnement des installations par le service d'incendie et de secours ;• d'une signalisation durable indiquant les différentes installations d'extinction ;• d'un système de détection automatique d'incendie, présence d'au moins un détecteur de fumée par local technique. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie qui sont maintenus en bon état de fonctionnement conformément aux référentiels en vigueur.</p>

L'exploitant établit un plan de lutte contre l'incendie, actualisé autant que de besoin, comportant notamment les modalités d'alerte, d'intervention de son personnel et, le cas échéant les modalités d'évacuation.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le site dispose des moyens de lutte contre l'incendie, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une réserve d'eau incendie de 120 m³ avec la signalisation horizontale et verticale appropriée (panneau...) : elle n'a toutefois pas encore été réceptionnée par le SDIS76 et ne paraît pas suffisamment protégée contre un choc (à proximité des places de stationnement) en l'absence d'une protection ; - de détecteurs automatiques de fumée dans le hall de réception des déchets, l'atelier et les locaux électriques ; - des extincteurs visibles et accessibles vérifiés en mars 2025. <p>Demande n°11 : L'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois prévenir tout risque de choc en installant une protection devant la réserve incendie et procéder à sa réception par le service du SDIS76. Le rapport de réception sera transmis à l'inspection. Il doit également au plus tard sous un délai d'un mois en complément des plans des locaux, réaliser une fiche FIRE (fiche d'intervention rapide en entreprise) en lien avec le SDIS76 afin de faciliter leur intervention en cas de sinistre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Astreinte 24/24
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.</p> <p>Une astreinte opérationnelle 24h/24 est organisée sur le site. En dehors des horaires d'ouvertures, le système automatisé de l'installation transmet les alarmes via les dispositifs connectés à l'opérateur de l'installation formé pour la gestion du site en poste. Plusieurs opérateurs sont formés à l'astreinte. L'astreinte permet la réactivité et l'intervention en moins de 30 minutes des équipes si besoin.</p> <p>Une procédure d'astreinte d'intervention en cas de défaut de fonctionnement de l'installation et de mise en sécurité est établie et transmise à l'inspection. Le personnel d'astreinte dispose d'une tablette permettant d'accéder à la supervision (alarmes remontées) et d'intervenir via la tablette en ajustant les paramètres de réglages et si besoin d'intervenir sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site compte en permanence 5 personnes (responsables de production, de maintenance, techniciens) pendant les heures d'ouverture (8h-17h).</p>

En dehors des horaires d'ouvertures, le site est fermé et l'astreinte se met en place de la façon suivante :

- une personne habitant à moins de 30 minutes et équipée d'une PTI (protection du travailleur isolé) doit intervenir pour réaliser une levée de doute soit via une tablette permettant la supervision des installations et/ou soit directement sur site pour la mise en sécurité du site ;
- et un CODIR (comité de direction), composé de 8 responsables (de la communication, technique, maintenance, production...) qui peut être sollicité si l'évènement n'est pas maîtrisé par la personne d'astreinte.

Demande n°12 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** transmettre à l'inspection les consignes écrites pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel de secours extérieurs ainsi que la procédure d'astreinte en dehors des heures d'ouvertures du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois